



**UNS C.G.T P.J.J.** - 263, rue de Paris - Case 500 - 93514 MONTREUIL Cedex.

**Syndicat National C.G.T. des Chancelleries & Services Judiciaires** – 4, boulevard du Palais - 75001 PARIS.

**La CGT Pénitentiaire** - 263, rue de Paris - Case 542 - 93514 MONTREUIL Cedex

**La CGT Insertion Probation** - UFSE-CGT 263, rue de Paris - Case 542 - 93514 MONTREUIL Cedex

## **Une lutte qui concerne tout le Ministère de la Justice**

*Paris, le 26 janvier 2018*

Depuis 12 jours, les surveillants sont en lutte. Certaines de leurs revendications leur sont propres mais d'autres concernent l'ensemble de notre ministère.

Depuis des années, le budget de la justice est indigent. L'immobilier est dans un état catastrophique. Les agents du ministère ne peuvent que difficilement exercer leurs missions correctement. Certains, au vu de l'état de leur lieu de travail, mettent même leur vie en danger, ne serait-ce qu'en venant travailler.

L'équipement est à l'avenant avec des véhicules mal entretenus, du mobilier cassé et des moyens de communication obsolètes ou inexistantes. L'ensemble des services, prisons et tribunaux souffrent de sous-effectifs chroniques qui viennent empêcher un travail de qualité et usent les personnels qui doivent gérer en permanence la pénurie. L'état du ministère de la justice est une honte pour notre pays et pour nos citoyens.

A grand renfort de gadgets numériques et de grands mots, on veut nous faire croire que le gouvernement s'intéresse à notre ministère. Le seul objectif du gouvernement Macron et de sa ministre de la justice est de casser encore plus l'outil et de réduire encore plus les effectifs et les moyens.

A cela s'ajoutent, une remise en cause de nos droits par l'absence de reconnaissance de la pénibilité voire sa remise en cause pour certains corps et le report des quelques miettes indemnitaires que le gouvernement précédent avait bien voulu concéder à certains. Enfin, le système de primes au mérite vise encore à mettre les agents au pas et à s'assurer qu'ils acceptent tout et, surtout, n'importe quoi.

Le management par la peur est la norme. La répression frappe durement les représentants syndicaux et les personnels en lutte. Quand ceux-ci ne peuvent être atteints, l'administration s'en prend aux agents qui ont eu le tort de dénoncer des situations insupportables ou illégales. Tout est fait pour que les personnels de terrain aient peur, ne serait-ce que de faire reconnaître leurs droits.

Nous sommes déjà dans une situation intenable et elle va devenir encore pire.

Il est temps de dire stop ! Nous ne pouvons plus accepter que notre administration soit découpée petit à petit et que les personnels subissent une nouvelle purge !

Nous devons défendre notre outil de travail que le gouvernement veut casser pour mieux supprimer nos emplois et nos droits.

**La CGT Pénitentiaire, le Syndicat National C.G.T. des Chancelleries & Services Judiciaires, la CGT PJJ et la CGT Insertion et Probation et appellent d'ores et déjà tous les agents du ministère de la justice à soutenir la lutte des surveillants. Nous appelons à la mobilisation du plus grand nombre afin de défendre nos droits et de faire cesser cette situation intolérable dans notre ministère par une lutte coordonnée quelles que soient les administrations ou les fonctions.**